



Un confinement de plus pour contrer les effets délétères des politiques néolibérales du gouvernement !

E. Macron, proclamé épidémiologiste en chef par ses proches, vient de perdre son pari de ne pas confiner la population. En effet, face à l'explosion de la circulation du virus que lui et son gouvernement n'ont pas su anticiper, c'est tout le pays qui se retrouve à nouveau à payer les pots cassés. Pourtant une autre politique aurait pu être menée depuis des années.

Un confinement aux risques importants pour la population

En effet, le confinement, c'est un ensemble de risques forts pris pour les français.es : risques psychologiques, reports de soins, tri des malades, risque de déscolarisation, explosion de la précarité, des inégalités et des violences intra-familiales, autant de maux aux conséquences de long terme et touchant l'ensemble de la population.

C'est aussi une question démocratique et de confiance en l'avenir et envers les institutions : pendant combien de temps encore les décisions vont-elles être prises par un conseil de guerre en toute opacité et sans aucun contrôle démocratique ? Que penser des discours contradictoires sur la circulation du virus au sein des écoles, en extérieur, ou encore sur les vaccins ? A quoi correspond ce couvre-feu imposé, pourquoi 18 h, pourquoi 19h ? Que veulent dire ces politiques infantilisantes ? Quelle sont les portes de sortie à cette crise démocratique, sanitaire et sociale ? Autant de questions qui restent en suspens.

Un confinement résultant d'années de politiques néolibérale dans la santé

Pourtant, la situation aurait pu être tout autre. Les professionnels du secteur de la santé n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme auprès des instances publiques. Ils dénonçaient depuis une dizaine d'année, et dénoncent encore le manque de personnel et la fermeture des lits dans les hôpitaux. Mais les gouvernements les uns après les autres aveuglés par leur croyance au marché, et qui voient la santé comme un coût s'attachent à détruire encore les hôpitaux. La première vague, il y a un an était un avertissement fort, une mise en évidence du besoin d'investissement dans les secteurs du soin et de la santé et pourtant, malgré les discours du « quoi qu'il en coûte », le gouvernement a continué les économies (4 milliards dans le PLFSS de 2021) et si le Ségur a apporté quelques améliorations en termes de salaires (*qui restent en deçà de ceux de la moyenne de l'OCDE*), il ne répond pas aux besoins urgents en emplois dans le secteur. Le quotidien des soignants débordés et forcés à mal faire leur travail par manque de moyen reste le même.

L'accueil des patients se dégrade et aujourd'hui c'est malheureusement un tri des patients qui s'impose face à la crise.

Un confinement pour palier à l'échec de la politique de vaccination

Un autre grand raté dans la politique du gouvernement et qui prouve son incapacité à remettre en cause son logiciel d'action libéral qui pourtant enchaîne les échecs réside dans le scandale de la gestion de la politique vaccinale.

Là encore, nous subissons de plein fouet les conséquences d'une politique néolibérale ancienne de déconstruction de la recherche publique et de privatisation de cette dernière en matière de vaccin (*voir notre analyse [ici](#)*). Nous subissons aussi le fait d'avoir laissé les reines de la politique industrielle en matière de traitement et de vaccin aux industriels eux-mêmes engagés dans une concurrence et une course aux profits en totale déconnexion avec les besoins sanitaires et sociaux de la population (*voir encore notre analyse [ici](#)*). Face à l'échec de cette politique du tout marché, et à l'incapacité de notre système productif pharmaceutique à produire un vaccin, le gouvernement avait les moyens législatifs pour imposer le partage des brevets des vaccins existants et faire en sorte que toutes les usines françaises se tournent vers la production de vaccin. Mais il n'en est rien, malgré les annonces sur la vaccination comme bien commun, les représentants de nos gouvernements votent en catimini contre le partage des brevets au sein des instances internationales, laissant des populations entières sans les moyens de se vacciner. Dans l'UE, c'est donc la loi du plus offrant qui a été mise en place avec une négociation encore une fois tenue secrètes avec les grands groupes pharmaceutique. Et, si 2,6 milliards de doses de vaccin ont bien été commandées et en partie prépayées (*payées deux fois en réalité, voir [ici](#)*) lors de ces négociations, moins de 100 millions de doses ont été distribuées. Les groupes pharmaceutiques décidant de quand et à qui les vaccins sont distribués !

Si nous levions les brevets comme nous le permet le droit commun avec la licence d'office ou licence obligatoire en cas de crise sanitaire, alors nous pourrions s'assurer de la production du vaccin en France. Les usines françaises seraient en effet en capacité d'en produire deux à trois fois plus qu'actuellement, mais il leur faut la formulation !

Mais ça n'est pas tout, empêtré dans sa logique toujours plus libérale, le gouvernement a décidé de confier la stratégie de vaccination au cabinet privé Mc McKinsey niant toutes les qualifications offertes par l'Administration publique et par la Sécurité sociale. Comme seul le privé à la faveur du gouvernement et de ses conseils, les réservations de créneaux pour se faire vacciner sont gérées par les plateformes privées du type Doctolib. En plus du cadeau énorme qui leur est fait avec nos données de santé, le passage par ces opérateurs accentue la fracture numérique et les inégalités territoriales à l'instar de la Seine Saint Denis, l'un des départements les plus touché en termes de COVID, mais où ce sont les personnes vivant dans les départements limitrophes qui s'y font vacciner, car ils ont de meilleurs accès aux outils de réservation ! La fracture numérique et la loi de la demande non régulée viennent ainsi accentuer les inégalités de soin déjà criantes !

Avec tout cela, à ce rythme, il nous faudrait 70 semaines pour vacciner la population française !

Tous ces choix sont loin d'être simplement techniques ou scientifiques, ce sont des choix politiques ! Parce que ces choix sont politiques et qu'ils ne répondent à aucune fatalité, la CGT demande immédiatement :

- Des emplois massifs de personnels dans les hôpitaux et dans les soins (400 000 emploi répartis), un plan de formation pour les personnels de la santé et le maintien des lits ouverts en réanimation.
- Que les formules des vaccins quasi entièrement financés par l'État soient libres, et que les usines en capacité de produire ces vaccins soient mobilisées. La première condition pour faire du vaccin un bien commun, est donc de lever le système des brevets et d'imposer le partage des formules des vaccins. Pour que ces questions soient débattues à la commission européenne, la CGT est engagée avec une large coalition d'ONG, d'associations, de syndicats et d'experts de la santé au niveau européen dans l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « #Right2cure : Pas de profit sur la pandémie ». En récoltant 1 million de signatures dans au moins 7 pays européens, nous pourrions exiger que soit débattu à la commission européenne un changement législatif concret sur ces questions. Pour signer et discuter de cette pétition au sein de vos organisations, voici le [lien français](#).
- Que l'État impose une planification de la recherche et de la production aux entreprises qu'il finance. Pour la CGT, la régulation doit passer par un pôle public de santé intégrant les industries de santé, avec une gouvernance démocratique regroupant tous les acteurs, patients comme travailleurs du secteur, soustrait de toute mainmise des laboratoires privés et des entreprises d'assurance et de la logique capitaliste de retour sur investissements pour les actionnaires (voir [ici](#) notre proposition)
- Pour la distribution et l'organisation de la campagne de vaccination, la CGT appelle à ce que ce soit l'administration publique en coopération avec la Sécurité sociale qui organise et distribue le vaccin. Les organisations de la Sécurité sociales sont en effet ancrées dans des réseaux nationaux et locaux et permettent grâce à ses administrateurs représentants des travailleurs une circulation démocratique des connaissances essentielles à une campagne de vaccination efficace et répondant aux besoins sanitaires de la population.

Parce que la santé est un droit, la confédération, La CGT des Organismes Sociaux, l'URIF, la FNIC CGT et la CGT Santé Action Sociale lancent une initiative de débat et de rencontre avec le public le 28 avril 2021 de 11h à 16h à la Mairie de Montreuil. Une conférence de presse reviendra sur les principaux enjeux autour de notre santé et du secteur pharmaceutique et sera suivie d'une prise de paroles des différents syndicats concernés.

**Notre santé n'est pas un marché ! Opposons la
démocratie sociale au capital !**

Montreuil le 1^{er} avril 2021.